



Conseil de sécurité

Briefing

Non-prolifération et la République populaire démocratique de Corée

New York, le 2 juin 2023
Remarques de la Suisse

Monsieur le Président,

Nous remercions également la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo pour son exposé et saluons la présence du Représentant permanent de la République de Corée.

Les sirènes qui ont retenti il y a quelques jours à Seoul et sur Okinawa nous rappellent l'impact potentiellement grave qu'un accident lié aux nombreux essais de missiles pourrait avoir sur la population civile. Ces sirènes représentent un signal d'alerte face à une situation sécuritaire tendue exacerbée par chaque lancement de missile.

La Suisse observe avec la plus grande inquiétude la fréquence élevée de ces lancements et salue la tenue de cette réunion. Le Conseil ne doit pas rester passif face à ces essais qui, conjointement avec le programme nucléaire de la RPDC, constituent une menace pour la communauté internationale.

Permettez-moi de souligner trois points :

Premièrement, tout tir recourant à la technologie des missiles balistiques par la RPDC constitue une violation des résolutions de ce Conseil. Que la dernière fusée ait été destinée à mettre en orbite un satellite d'observation militaire plutôt qu'à transporter une arme de destruction massive, qu'une annonce préalable de la trajectoire ait été faite alors que les tirs des dernières années étaient non-annoncés, ne change pas le fait qu'il s'agit donc d'une violation du droit international. Face à cela, il est de notre devoir commun, comme membre de ce Conseil, de condamner ce dernier lancement et d'y répondre. Nous appelons également la RPDC à renoncer à toute tentative future de lancement.

Deuxièmement, si les obligations qui découlent des résolutions valent en premier lieu pour la RPDC, elles s'appliquent également à tous les États, qui sont tenus de mettre en œuvre de manière effective les sanctions du Conseil de sécurité. En tant que membres de ce Conseil et dans le cadre de nos engagements en tant qu'États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, nous sommes tous tenus de lutter contre la prolifération des armes nucléaires et devons nous engager en faveur du désarmement et du maintien du tabou nucléaire.

Troisièmement, nous ne devons pas oublier le sort de la population de la RPDC. Les lourdes restrictions mises en place par la RPDC en lien avec la pandémie entravent encore gravement l'aide humanitaire internationale. Suite à l'annonce de l'OMS déclarant la fin de la pandémie

de COVID-19 en tant qu'urgence de santé publique de portée internationale, nous espérons l'ouverture des frontières de la RPDC afin de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. Nous saluons donc que ce Conseil, à travers le comité 1718 se soit accordé sur la mise à jour de la note qui précise la mise en œuvre de la Résolution 2664 dans le contexte de la RPDC.

Monsieur le Président,

Ce conseil joue un rôle primordial pour encourager le dialogue, la désescalade et la recherche de solutions diplomatiques. Il s'agit d'instruments essentiels permettant de faciliter la mise en œuvre d'une solution pacifique et globale à la situation sur la péninsule Coréenne. Nous avons une responsabilité partagée ainsi qu'un objectif commun dans ce sens et nous continuons notre engagement pour que ce conseil puisse trouver sa voix commune.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr President,

We also thank Under-Secretary-General Rosemary DiCarlo for her briefing and welcome the presence of the Permanent Representative of the Republic of Korea.

The sirens that went off a few days ago in Seoul and Okinawa remind us of the potentially grave impact that an accident linked to the numerous missile tests could have on the civilian population. These sirens are a warning signal in the face of a tense security situation exacerbated by each missile launch.

Switzerland notes with great concern the high frequency of these launches and welcomes the holding of this meeting. The Council must not remain passive in the face of these tests which, together with the DPRK's nuclear program, constitute a threat to the international community.

Allow me to emphasize three points:

First, any launch using ballistic missile technology by the DPRK is a violation of the resolutions of this Council. The fact that the latest rocket was intended to put a military observation satellite into orbit rather than to carry a weapon of mass destruction, and that the trajectory was announced in advance whereas the launches of recent years were unannounced, does not change the fact that this is a violation of international law. Faced with this, it is our duty as a member of this Council to condemn this latest launch and to respond to it. We also call on the DPRK to renounce any future launch attempts.

Secondly, while the obligations arising from the resolutions apply primarily to the DPRK, they also apply to all States, which are required to effectively implement the Security Council's sanctions. As members of this Council and as part of our commitments as States Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, we all have a shared obligation to combat the proliferation of nuclear weapons and must commit ourselves to disarmament and to maintaining the nuclear taboo.

Thirdly, we must not forget the plight of the people of the DPRK. The heavy restrictions put in place by the DPRK in connection with the pandemic are still seriously hampering international humanitarian aid. Following the WHO's announcement declaring the end of the COVID-19

pandemic as a public health emergency of international concern, we hope that the DPRK's borders will be opened up to facilitate the delivery of humanitarian aid. We therefore welcome the fact that this Council, through its 1718 Committee, has agreed to update the note specifying the implementation of Resolution 2664 in the context of the DPRK.

Mr President,

This Council plays an essential role in encouraging dialogue, de-escalation and the search for diplomatic solutions. These are essential instruments to facilitate the implementation of a peaceful and comprehensive solution to the situation on the Korean Peninsula. We have a shared responsibility as well as a common objective in this direction and we continue our commitment so that this Council can find its common voice.

Thank you very much.